



## Veille européenne

Bulletin n°22 : Janvier 2018

### Sommaire

<b>FISCALITE .....</b>	<b>5</b>
<b>LISTE NOIRE DES PARADIS FISCAUX.....</b>	<b>5</b>
<b>23 janvier 2018 – Conseil de l’UE, formation Affaires économiques .....</b>	<b>5</b>
○ Retrait.....	5
<b>FISCALITE DU NUMERIQUE .....</b>	<b>5</b>
<b>31 janvier 2018 – Commission européenne.....</b>	<b>5</b>
○ Calendrier.....	5
<b>8 janvier 2018 – Commission européenne.....</b>	<b>5</b>
○ Proposition.....	5
<b>4 janvier 2018 – Google .....</b>	<b>5</b>
○ Failles fiscales.....	5
<b>TVA .....</b>	<b>6</b>
<b>23 janvier 2018 – Conseil de l’UE, formation Affaires économiques .....</b>	<b>6</b>
○ Présentation.....	6
<b>18 janvier 2018 – Commission européenne.....</b>	<b>6</b>
○ Propositions.....	6
<b>SEMESTRE EUROPEEN .....</b>	<b>6</b>
<b>23 janvier 2018 – Conseil de l’UE, formation Affaires économiques .....</b>	<b>6</b>
○ Conclusions.....	6
<b>PRIORITES BULGARES .....</b>	<b>6</b>
<b>23 janvier 2018 – Conseil de l’UE, formation Affaires économiques .....</b>	<b>6</b>
○ Présentation.....	6
<b>DONNEES .....</b>	<b>7</b>

<b>ACCORD SUR L'ÉCHANGE DE DONNEES COMMERCIALES (PRIVACY SHIELD) .</b>	<b>7</b>
<b>29 janvier 2018 – Commission parlementaire des Libertés civiles</b> .....	<b>7</b>
○ Audition.....	7
<b>25 janvier 2018 – Sénat américain</b> .....	<b>7</b>
○ Audition.....	7
<b>25 janvier 2018 – Cour de justice de l'UE</b> .....	<b>7</b>
○ Arrêt .....	7
<b>18 janvier 2018 – Sénat américain</b> .....	<b>7</b>
○ Prolongation.....	7
<b>9 janvier 2018 – Autorité irlandaise de protection des données</b> .....	<b>8</b>
○ Témoignages .....	8
<b>REGLEMENT GENERAL SUR LES DONNEES PERSONNELLES</b> .....	<b>8</b>
<b>29 janvier 2018 – Commission parlementaire des Libertés civiles</b> .....	<b>8</b>
○ Audition.....	8
<b>25 janvier 2018 – Commission européenne</b> .....	<b>8</b>
○ Retard.....	8
<b>24 janvier 2018 – Commission européenne</b> .....	<b>8</b>
○ Lignes directrices.....	8
<b>22 janvier 2018 – Association internationale des professionnels de la vie privée</b> .....	<b>8</b>
○ Etude .....	8
<b>8 janvier 2018 – Groupe européen des autorités de protection des données (G29)</b> .....	<b>9</b>
○ Annonce .....	9
<b>LIBRE CIRCULATION DES DONNEES</b> .....	<b>9</b>
<b>30 janvier 2018 – Commission parlementaire du Marché intérieur</b> .....	<b>9</b>
○ Annonce .....	9
<b>23 janvier 2018 – Commission parlementaire du Marché intérieur</b> .....	<b>9</b>

○ Echange de vues.....	9
<b>12 janvier 2018 – Conférence des Présidents du Parlement européen .....</b>	<b>9</b>
○ Compétence .....	9
<b>9 janvier 2018 – Commission parlementaire du Marché intérieur .....</b>	<b>10</b>
○ Calendrier.....	10
<b>1 janvier 2018 – Présidence bulgare.....</b>	<b>10</b>
○ Priorités .....	10
<b>CYBERSECURITE .....</b>	<b>10</b>
<b>25 janvier 2018 – Parlement européen.....</b>	<b>10</b>
○ Calendrier.....	10
<b>17 janvier 2018 – Parlement européen.....</b>	<b>10</b>
○ Accord.....	10
<b>1 janvier 2018 – Présidence bulgare.....</b>	<b>11</b>
○ Priorités .....	11
<b>MARCHE INTERIEUR .....</b>	<b>12</b>
<b>SERVICES .....</b>	<b>12</b>
<b>30 novembre 2017 – Parlement européen .....</b>	<b>12</b>
○ Vote.....	12
<b>CONSOMMATEURS .....</b>	<b>12</b>
<b>26 janvier 2018 – Commission européenne.....</b>	<b>12</b>
○ Rapport.....	12
<b>PLATEFORMES .....</b>	<b>12</b>
<b>18 janvier 2018 – Commission européenne.....</b>	<b>12</b>
○ Proposition .....	12
<b>EMPLOI.....</b>	<b>13</b>
<b>TRAVAILLEURS DETACHES .....</b>	<b>13</b>

<b>22 janvier 2018 – Institutions .....</b>	<b>13</b>
○ Trilogue.....	13
<b>SITUATION SOCIALE .....</b>	<b>13</b>
<b>15 janvier 2018 – Commission européenne .....</b>	<b>13</b>
○ Déclaration .....	13
<b>9 janvier 2018 – Eurostat .....</b>	<b>13</b>
○ Taux de chômage .....	13
<b>DIALOGUE SOCIAL EUROPEEN.....</b>	<b>13</b>
<b>24 janvier 2018 – Euractiv.....</b>	<b>13</b>
○ Accords interprofessionnels.....	13
<b>9 janvier 2018 – Euractiv.....</b>	<b>14</b>
○ Sondage Odoxa.....	14
<b>COMPETENCES .....</b>	<b>14</b>
<b>17 janvier 2018 – Commission européenne.....</b>	<b>14</b>
○ Initiatives.....	14

## FISCALITE

### LISTE NOIRE DES PARADIS FISCAUX

#### 23 janvier 2018 – Conseil de l'UE, formation Affaires économiques

- Retrait

Les ministres des Finances ont [retiré](#) de la liste noire européenne des paradis fiscaux huit États (Panama, Corée du Sud, Émirats arabes unis, Tunisie, Mongolie, Macao, Grenade et Barbade) en raison de leurs engagements à modifier leurs législations fiscales. Ces États ont été placés sur une liste de juridictions soumises à une surveillance rapprochée. La liste des paradis fiscaux compte désormais dix-sept États.

### FISCALITE DU NUMERIQUE

#### 31 janvier 2018 – Commission européenne

- Calendrier

La Commission européenne devrait présenter le 28 mars deux propositions relatives à la fiscalité du numérique. La première porterait sur le lieu de résidence des entreprises, dans le cadre de l'assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (Accis). La seconde pourrait introduire une taxe sur les recettes publicitaires des entreprises qui vendent de la donnée. Le Parlement est simplement consulté sur les sujets fiscaux et le Conseil devra adopter les textes à l'unanimité.

#### 8 janvier 2018 – Commission européenne

- Proposition

La Commission a annoncé qu'elle publiera une proposition sur la fiscalité du numérique après la publication du rapport de l'OCDE sur les moyens de taxer l'économie numérique. Celui-ci devrait être présenté aux ministres des Finances du G20 lors de leur réunion d'avril, mais de premières conclusions pourraient être disponibles dès février. L'OCDE doit également présenter d'ici 2020 un second rapport qui s'intéressera aux solutions à long-terme pour taxer le numérique.

#### 4 janvier 2018 – Google

- Failles fiscales

Le Point [indique](#) qu'en 2016, l'entreprise Google aurait fait transiter 16 milliards d'euros entre l'Irlande et les Pays-Bas avant de les transférer vers les Bermudes, ce qui lui aurait permis d'échapper à une partie des impôts. L'économie réalisée au détriment du seul fisc irlandais serait de 2,4 milliards d'euros. En 2016, Google détenait 60,7 milliards de dollars dans différentes îles à la fiscalité avantageuse.

## TVA

### 23 janvier 2018 – Conseil de l’UE, formation Affaires économiques

- Présentation

La Commission européenne a présenté les objectifs et les modalités de ses propositions en matière de TVA aux ministres des Affaires économiques et financières. Les travaux peuvent débuter en groupe de travail du Conseil.

### 18 janvier 2018 – Commission européenne

- Propositions

La Commission européenne a publié deux propositions de directive du Conseil qui modifient la directive TVA de 2006. La [première](#) concerne les taux de TVA et la [seconde](#) porte sur le système commun de TVA pour les petites entreprises. L’objectif est de lutter contre la fraude du système de TVA de l’UE (qui pourrait atteindre 50 milliards d’euros par an), notamment en renforçant la coopération entre les Etats. Le Commissaire à la fiscalité Pierre Moscovici les a [présentées](#) devant la presse. Le Parlement européen est seulement consulté sur ce sujet qui relève de la fiscalité ; le Conseil décide à l’unanimité.

## SEMESTRE EUROPEEN

### 23 janvier 2018 – Conseil de l’UE, formation Affaires économiques

- Conclusions

Les ministres des Finances ont adopté des [conclusions](#) sur le [rapport](#) annuel de croissance de la Commission ainsi que sur le rapport d’alerte qui appelle douze Etats à revoir en profondeur leur situation macro-économique. Les ministres ont également approuvé les projets de recommandation des politiques économiques dans la zone euro. Ceux-ci seront transférés au Conseil européen pour approbation en mars 2018.

## PRIORITES BULGARES

### 23 janvier 2018 – Conseil de l’UE, formation Affaires économiques

- Présentation

La présidence bulgare a présenté [ses priorités](#) aux ministres des Affaires économiques. Elle se concentrera sur le renforcement de l’Union bancaire et de l’Union des marchés de capitaux, et elle lancera les débats sur les futurs développements de l’Union économique et monétaire. En matière de fiscalité directe, elle tentera de progresser sur la proposition pour une assiette commune des sociétés et sur des règles de transparence des intermédiaires fiscaux. Elle entamera également les travaux sur les nouvelles propositions relatives à la TVA.

## DONNEES

### **ACCORD SUR L'ÉCHANGE DE DONNEES COMMERCIALES (PRIVACY SHIELD)**

#### **29 janvier 2018 – Commission parlementaire des Libertés civiles**

- Audition

La présidente du groupe européen des autorités de protection des données (G29), Isabelle Falque-Pierrotin, a été auditionnée par la commission des Libertés civiles. Elle a présenté un bilan en demi-teinte sur le Privacy Shield. Si elle souligne une certaine agitation des autorités américaines concernant les nominations demandées par les Européens, en particulier au comité de surveillance de la vie privée, elle déplore le manque de nomination et elle estime que le renouvellement sans changement significatif du Foreign Intelligence Surveillance Act, qui accorde de grands pouvoirs de surveillance à la NSA, est une opportunité manquée.

#### **25 janvier 2018 – Sénat américain**

- Audition

Le candidat à la présidence du comité de surveillance de la vie privée a été entendu par le Sénat américain. Le candidat désigné par le Président Trump, Adam Klein, a été [interrogé](#) par les sénateurs sur ses solutions pour garder un équilibre entre la sécurité nationale et la protection de la vie privée. Ce comité, dont la grande majorité des postes sont vacants, est important pour assurer l'application du Privacy Shield aux Etats-Unis. La Commission européenne et le groupe européen des autorités de protection des données ont demandé que tous les postes soient pourvus dans les plus brefs délais.

#### **25 janvier 2018 – Cour de justice de l'UE**

- Arrêt

La Cour de justice de l'UE a [confirmé](#) l'avis de son avocat général selon lequel Max Schrems ne peut pas mener d'action de groupe contre Facebook mais peut attaquer le réseau social devant la justice autrichienne bien que le siège de l'entreprise soit en Irlande. Le Bureau européen des consommateurs estime que cet arrêt démontre le besoin d'un mécanisme de recours collectif au sein de l'UE.

#### **18 janvier 2018 – Sénat américain**

- Prolongation

Le Sénat américain a validé le renouvellement du Foreign Intelligence Surveillance Act (FISA). Les prérogatives de la NSA lui permettant de continuer à collecter des données sans mandat [sont prolongées](#) de six ans.

### **9 janvier 2018 – Autorité irlandaise de protection des données**

- Témoignages

La Cnil irlandaise [a mis en ligne](#) les témoignages de ses experts et les retranscriptions de différentes auditions dans l'affaire qui oppose Max Schrems à Facebook. Pour rappel, l'Autrichien pense que les clauses contractuelles standard utilisées par le réseau social pour transférer les données vers les États-Unis ne protègent pas la vie privée des Européens. Début octobre 2017, la Haute Cour d'Irlande a décidé de transmettre l'affaire à la Cour de justice de l'UE.

## **REGLEMENT GENERAL SUR LES DONNEES PERSONNELLES**

### **29 janvier 2018 – Commission parlementaire des Libertés civiles**

- Audition

Lors de son audition en commission des Libertés civiles, la présidente du groupe européen des autorités de protection des données (G29), Isabelle Falque-Pierrotin, a indiqué que l'enjeu était désormais de faire du texte européen un standard mondial en matière de transfert des données. Elle a assuré que le G29 adopterait toutes les lignes directrices avant mai 2018. Elle a déploré que les Etats ne soient pas encore prêts à appliquer le texte et elle a souligné l'importance du rôle du Contrôleur européen à la protection des données pour sa bonne mise en œuvre.

### **25 janvier 2018 – Commission européenne**

- Retard

La Commissaire en charge de la Justice, Vera Jourova, [a déclaré](#) que les Etats en retard dans la transposition du règlement pourraient être frappés de sanctions. Depuis l'adoption du règlement en 2016, seules l'Autriche et l'Allemagne ont transposé les nouvelles règles dans leur législation.

### **24 janvier 2018 – Commission européenne**

- Lignes directrices

La Commission a [publié](#) des lignes directrices visant à faciliter la mise en place du RGPD. Celles-ci détaillent d'une part les règles que les entreprises et les organisations doivent appliquer (notamment en matière de requêtes individuelles) et d'autre part les règles auxquelles les consommateurs peuvent faire appel (droits et recours). La Commission a également mis en ligne une [nouvelle page](#) afin d'aider les citoyens et les entreprises.

### **22 janvier 2018 – Association internationale des professionnels de la vie privée**

- Etude



Une [étude](#) de l'Association internationale des professionnels de la vie privée indique que les entreprises américaines sont davantage préparées au règlement général sur la protection des données personnelles que les entreprises européennes. Afin de limiter le risque de non-conformité, la première action des professionnels consiste à investir dans la formation et dans les technologies.

### **8 janvier 2018 – Groupe européen des autorités de protection des données (G29)**

- Annonce

Le groupe européen des autorités de protection des données personnelles se réunira les 6 et 7 février en session plénière afin d'élire son nouveau président qui remplacera la présidente de la Cnil Isabelle Falque-Pierrotin. Deux candidats sont en lice : le directeur de l'autorité autrichienne, Andrea Jelinek, et celui de l'autorité bulgare, Ventsislav Karadjov. Le G29 finalisera également ses lignes directrices sur le règlement général pour la protection des données, qui prendront effet au mois de mai.

## **LIBRE CIRCULATION DES DONNEES**

### **30 janvier 2018 – Commission parlementaire du Marché intérieur**

- Annonce

Lors d'une audition publique organisée par la rapporteure fictive Libérale, la Tchèque Dita Charanzova, la commissaire au Numérique, Mariya Gabriel, a demandé au Parlement d'adopter sa position rapidement afin d'entamer les trilogues d'ici l'été 2018 (le Conseil ayant déjà adopté sa position en décembre). Elle a déclaré qu'elle tiendrait tête aux Etats si nécessaire lors des trilogues si le champ de la directive est réduit. Pour rappel, les Etats ont réduit les exceptions à la santé publique.

### **23 janvier 2018 – Commission parlementaire du Marché intérieur**

- Echange de vues

Les députés de la commission du Marché intérieur, responsable au fond, ont procédé à un échange de vues sur la libre circulation des données non-personnelles. Le représentant de la Commission européenne a déclaré qu'en cas de doute sur le caractère personnel des données, c'était le règlement général qui s'appliquait. Le débat porte essentiellement sur la portabilité des données, c'est-à-dire le passage d'un service à un autre pour les utilisateurs. Le PPE, par le biais de sa rapporteure suédoise de centre-droit Anna Corazza Bildt, est favorable, tout comme l'ECR. La rapporteure soutient le code de conduite rassemblant les informations sur la portabilité alors que les Socialistes veulent un outil plus contraignant. La plupart des groupes sont satisfaits que seule la sécurité publique soit considérée comme une exception et veulent des garanties de sécurité pour le transfert et le stockage des données.

### **12 janvier 2018 – Conférence des Présidents du Parlement européen**

- Compétence

La Conférence des Présidents du Parlement européen a décidé que la commission Marché intérieur serait compétente au fond sur la proposition. La commission Industrie, qui souhaitait être compétente sur une partie des dispositions, ne fournira qu'un avis mais son rapporteur pourra assister aux réunions des rapporteurs de la commission Marché intérieur et aux trilogues.

### **9 janvier 2018 – Commission parlementaire du Marché intérieur**

- Calendrier

Le projet de rapport de la députée suédoise de centre-droit Anna Corazza Bildt sera envoyé à la traduction le 28 février. Un débat sur le projet de rapport sera organisé le 21 ou le 22 mars et un autre sur les amendements le 23 ou le 24 avril. La date butoir de dépôt des amendements est fixée au 26 mars. Les amendements de compromis seront discutés le 16 ou le 17 mai. Le vote en plénière est prévu le 18 ou le 19 juin.

### **1 janvier 2018 – Présidence bulgare**

- Priorités

En matière numérique, la présidence bulgare [souhaite](#) clore d'ici juin 2018 les négociations interinstitutionnelles sur la libre circulation des données non personnelles, comme le Conseil européen l'a demandé en octobre 2017.

## **CYBERSECURITE**

### **25 janvier 2018 – Parlement européen**

- Calendrier

La commission Marché intérieur, compétente pour avis et co-compétente sur les dispositions relatives à la certification, prévoit de voter sur le règlement Enisa mi-mai. Le rapporteur social-démocrate italien Nicola Danti va envoyer son texte à la traduction le 31 janvier 2018. Celui-ci sera examiné en commission le 21 ou le 22 février, les eurodéputés auront jusqu'au 28 février pour déposer des amendements. Ces derniers seront débattus le 21 ou le 22 mars, avec un vote prévu le 16 ou le 17 mai. Le vote en commission Industrie pourrait avoir lieu en juin.

### **17 janvier 2018 – Parlement européen**

- Accord

Dans son projet d'avis, le rapporteur Vert allemand Jan Philipp Albrecht estime que la sécurité des technologies de l'information est l'une des conditions de la protection des droits fondamentaux. Il souhaite que l'agence européenne de cybersécurité, l'Enisa, promeuvent les technologies protégeant la vie privée. Il pense également que les schémas de certification doivent être dynamiques car les questions de sécurité sont en constante évolution.

### **1 janvier 2018 – Présidence bulgare**

- Priorités

Sofia [prévoit](#) de publier un rapport sur les progrès engendrés à la fin de sa présidence et vise l'obtention d'un accord du Conseil sur le règlement Enisa qui prévoit d'augmenter les prérogatives de l'agence de cybersécurité.

## MARCHE INTERIEUR

### SERVICES

#### 30 novembre 2017 – Parlement européen

- Vote

La plénière du Parlement européen a [adopté](#), par 490 voix en faveur (54 contre et 38 abstentions), son rapport d'initiative sur la directive relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, rédigé par le député social-démocrate italien Nicola Danti. Les députés ont souligné le besoin d'améliorer la transparence et la comptabilité des exigences nationales régissant l'accès aux professions réglementées.

### CONSOMMATEURS

#### 26 janvier 2018 – Commission européenne

- Rapport

La Commission a [publié](#) un rapport sur les possibilités de recours collectifs dans les Etats membres qui montre les disparités en termes de disponibilité et de mise en œuvre de sauvegardes contre l'abus potentiel de tels mécanismes. La Commission a également publié une [étude](#) sur les droits procéduraux nationaux et leurs incidences sur la protection des consommateurs. Elle fera au printemps des propositions afin de renforcer les moyens de recours et de réparation des consommateurs.

### PLATEFORMES

#### 18 janvier 2018 – Commission européenne

- Proposition

La Commission devrait finalement publier sa proposition sur les relations entre les plateformes, initialement prévue en décembre, d'ici avril. Cette proposition portera sur la transparence et la prévisibilité de ces relations. Le retard est dû au fait que la proposition n'a pas passé le cap de validation en interne de la Commission et que l'unité en charge de sa rédaction doit modifier son projet.

## EMPLOI

### TRAVAILLEURS DETACHES

#### 22 janvier 2018 – Institutions

- Trilogue

Lors de leur réunion en trilogue, la Commission, le Parlement et le Conseil ont discuté de l'application de la directive au secteur routier. Pour rappel, la partie routière du détachement a été volontairement séparée de la directive sur les travailleurs.

### SITUATION SOCIALE

#### 15 janvier 2018 – Commission européenne

- Déclaration

Le Directeur Général de la DG Economie et Finances, Marco Buti, a [déclaré](#) que la reprise économique est visible mais qu'elle reste incomplète. Il a mis l'accent sur le faible niveau des salaires et la précarité de l'emploi des jeunes pour lesquels des fonds européens seront débloqués.

#### 9 janvier 2018 – Eurostat

- Taux de chômage

D'après l'office de statistiques européen, [Eurostat](#), le taux de chômage est à son plus faible niveau depuis 2008. Le taux enregistré pour la zone euro en novembre 2017 est de 8,7% tandis qu'il était de 9,8% en octobre 2016. Celui de l'UE est de 7,3%, soit une baisse d'un point par rapport au taux de 8,3% de novembre 2016. En comparaison avec octobre 2017, le nombre de chômeurs a diminué de 107 000 dans la zone euro et de 155 000 dans l'ensemble de l'Union.

### DIALOGUE SOCIAL EUROPEEN

#### 24 janvier 2018 – Euractiv

- Accords interprofessionnels

Un [article](#) d'Euractiv indique depuis que la création du dialogue social dans l'UE, seuls une dizaine d'accords interprofessionnels ont été conclus. Trois d'entre eux ont été transformés en directive (congé parental en 1995, travail à temps partiel en 1997 et travail à durée déterminée 1999) mais leur mise en œuvre a été inégale dans l'UE. Le succès du dialogue social dépendrait aussi de l'implication de la

Commission qui se serait désengagée depuis les années 2000. Impulsé par le Président de la Commission Jacques Delors en 1983 et inscrit dans le Traité en 1992, le dialogue social prévoit que les syndicats d'employeurs et de salariés soient consultés par la Commission sur les propositions sociales, et qu'ils puissent négocier des accords de leur propre initiative.

### **9 janvier 2018 – Euractiv**

- Sondage Odoxa

Un [article](#) d'Euractiv indique que seuls 8% des travailleurs européens sont au courant de possibilités de discussion et d'actions communes des partenaires sociaux tandis que 47% d'entre eux l'ignorent complètement. Par ailleurs, les opinions divergent sur l'efficacité du dialogue social européen. 51% des Français pensent qu'il est efficace pour harmoniser les normes et lutter contre le dumping social mais qu'il n'influe pas ou peu sur leurs conditions de travail. Au contraire, 62 % des Britanniques et 61 % des Espagnols estiment que son impact est important. Enfin, une majorité d'Espagnols (69%) et d'Italiens (74%) pensent que le dialogue social européen permet d'améliorer leurs conditions de travail. Les Français et les Allemands estiment qu'il faudrait privilégier le dialogue social au niveau national.

## **COMPETENCES**

### **17 janvier 2018 – Commission européenne**

- Initiatives

Pour faire suite au Sommet Social de Göteborg de novembre 2017, la Commission européenne a adopté [trois initiatives](#) visant à améliorer les compétences, notamment numériques, des Européens. Sa proposition de recommandation vise à améliorer le développement des compétences des citoyens tout au long de leur vie et fournit des orientations aux États membres sur la manière d'atteindre cet objectif. Son plan d'action en matière d'éducation numérique décrit la manière selon laquelle l'UE peut aider les personnes et les systèmes éducatifs à mieux s'adapter à la vie numérique (connexion à haut-débit dans les écoles, campagne de sensibilisation sur la sécurité en ligne, etc.). Enfin, la Commission a proposé une initiative sur les valeurs, l'éducation inclusive et la dimension européenne de l'enseignement.